

Quelques pistes d'économies sur les fromages de la République, à l'attention de M. Bayrou

écrit par Juvénal de Lyon | 2 septembre 2025



Le palais d'Iéna.



Le palais d'Iéna.

Le Palais d'Iéna est depuis 1960 le siège du Conseil économique, social et environnemental et de la Chambre de commerce internationale.

Voici des pistes de recherche pour François Bayrou dont l'imaginaire semble bien limité par une grosse fatigue, lui qui n'a pas pris de vacances, et dont la sénilité précoce apparaît peu à peu, afin qu'il cesse de faire les poches des Nicolas, nos compatriotes, épuisés par les ponctions fiscales d'un Etat glouton insatiable qui est géré par ses semblables inamovibles depuis plusieurs générations.

Il est temps qu'il retourne à son nouveau bureau de Pau rénové pour 40 000 euros !!! et cède sa place à la nouvelle génération Kilnoufo !

Train de vie, primes, gestion

budgétaire : le CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental) épinglé par un rapport de la Cour des comptes

Au Conseil économique, social et environnemental, «on travaille peu mais on vit confortablement» résument nos confrères du Canard enchaîné. Adrien Bez Le 14 mars 2025 C'était, il y a encore quelques semaines à peine, l'une des pistes phares du gouvernement de François Bayrou pour renflouer les comptes publics : faire la [chasse aux agences publiques](#) jugées redondantes ou inutiles. Pour boucler rapidement un budget 2025 sur lequel son prédécesseur s'était cassé les dents, le premier ministre et son équipe avaient promis des fusions et suppressions parmi les quelque «1000» structures financées par la collectivité. [L'Ademe](#), l'Agence bio ou encore l'Office français de la biodiversité (OFB) avaient tour à tour été la cible de critiques de parlementaires venus de tous horizons. **La nouvelle piste d'économies pourrait bien concerner le Conseil économique, social et environnemental (CESE).**

La «troisième assemblée» est la cible d'un «rapport d'observations provisoires» accablant de la Cour des comptes, comme l'a révélé [Le Canard enchaîné](#) sur son site internet le 11 mars dernier. Au CESE, «on travaille peu mais on vit confortablement» résument nos confrères. Créé en 1946, le Cese représente les organisations de la société civile dans un rôle consultatif auprès du gouvernement et du Parlement, pour lesquels il rédige des avis. Difficile, pour un Français non averti, de distinguer ses missions de celles d'autres opérateurs

publics comme le [Haut-commissariat au plan \(HCP\)](#), le Conseil d'analyse économique (CAE), le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI) ou encore France Stratégie.

«Pas possible de se faire une idée de la situation budgétaire réelle»

D'autant que le premier ministre n'a saisi le CESE qu'à douze reprises en cinq ans. Le Sénat et l'Assemblée nationale ? Quatre fois durant cette même période.

La Cour des comptes chiffre ainsi à 1,4 million d'euros le coût moyen d'un rapport du CESE.

De quoi faire rougir [McKinsey](#), un autre de ses concurrents sérieux. Mais c'est surtout la gestion budgétaire de l'institution qui interpelle les Sages de la rue de Cambon. Ils notent que *«les informations qu'il fournit sur sa situation financière sont extrêmement succinctes»* et qu'il n'est *«pas possible de se faire une idée de la situation budgétaire réelle»*. Le budget annuel alloué (45 millions d'euros en 2023) au CESE est loin d'être entièrement utilisé puisqu'il resterait environ 18 millions d'euros *«dans les caisses»*.

Ce qui n'empêche pas une politique de rémunération et d'avantages généreuse pour les 175 membres de l'institution du palais d'Iéna (Paris, 17^e arrondissement), issus de la société civile (syndicats, associations, personnalités qualifiées, etc), ainsi que ses 155 agents. *«Les 10 rémunérations les plus hautes représentaient 2.026.284 euros en 2023»*, soit plus de 200.000 euros annuels par tête, indique le document. Un temps cité pour Matignon, le président, [Thierry Beaudet](#), bénéficie d'un logement de fonction et d'un véhicule qui n'avaient pas été déclarés aux impôts par le Conseil avant mai 2023, avance le

rapport, toujours selon nos confrères. **Il touche par ailleurs 1977,32 euros brut d'indemnité de base, auxquels s'ajoutent notamment 7414,94 euros brut d'indemnité de fonction président, selon le Cese.**

54 jours de congés annuels

Le secrétaire général et ses émoluments élevés pour un travail *«pas complètement défini»* sont également particulièrement écornés. **Le rapport épingle par ailleurs les primes des membres qui n'ont pas «d'équivalent dans la fonction publique», leurs 54 jours de congés annuels (contre 40 pour la moyenne nationale) et leurs frais en tous genres,** des déplacements aux restaurants en passant par les habits et la garde des enfants. Cerise sur le gâteau, les membres qui manquent une ou plusieurs séances peuvent *«ne faire l'objet d'aucune pénalité»*.

Contacté par *Le Figaro*, le CESE confirme indirectement l'existence de ce rapport, regrettant la *«publication d'informations non définitives»* dans cet *«article à charge»* du *Canard Enchaîné*, alors que la *«phase contradictoire n'est pas terminée»*. L'institution précise qu'elle réserve ses commentaires pour la Cour des comptes et *«apportera de nombreuses rectifications sur des éléments et analyses qu'[elle] juge erronés voire infondés»*. [Le Figaro.](#) Et aussi [i sur Le Figaro.](#)

Le CESE: bienvenue au «Club Med de la République»

Le Conseil économique, social et environnemental procure des indemnités confortables, dans des locaux somptueux, sans imposer à ses membres aucune obligation en termes

de production.

Judith Waintraub Le 27 octobre 2024

Comment gagner entre 3700 et 4500 euros brut par mois pendant cinq ans, renouvelables une fois, et toucher ensuite une retraite à vie en en faisant le moins possible ? Le Conseil économique, social et environnemental est le « *Club Med de la République* ». C'est [Sophie de Menthon](#) qui le dit, en connaissance de cause : elle y a été membre de section, un poste quasi bénévole, de 1997 à 1999, puis conseillère de 2009 à 2015, période pendant laquelle elle a touché 2600 euros brut par mois. Sa retraite du [CESE](#) est aujourd'hui de 2500 euros par trimestre.

« C'est un nid de syndicalistes, nommés ici par leurs centrales pour les récompenser, dit-elle. Ils ont la main sur tout. » Chef d'entreprise et président du mouvement Ethic (Entreprises de taille humaine, indépendantes et de croissance) elle n'a jamais eu d'aussi bons rapports avec des représentants de salariés qu'au sein de l'institution du palais d'Iéna. *« Ma présidente de section, une cégétiste, était absolument exquise, se souvient-elle. L'influence sans doute de ces locaux magnifiques et de l'urbanité des rapports entre nous ! Ici, tout le monde s'entend avec tout le monde. »* Outre les représentants du monde du travail, le CESE accueille des [acteurs du monde associatif](#) et des militants de mouvements divers, jeunes et écolos notamment.

«Aider l'État sur les sujets compliqués»

Les 175 conseillers doivent participer un après-midi tous les quinze jours aux séances plénières, sous peine d'amende. Ils y votent des rapports que personne ne lit, rédigés par les 153 fonctionnaires du CESE. Ils

produisent aussi des avis que personne ne suit.

Peut-être parce qu'ils « *n'intègrent guère la contrainte financière* », comme le reconnaît une conseillère en activité ? Cette personnalité désignée en 2021 par une ONG environnementale défend pourtant l'institution : « *C'est le seul endroit où se parlent librement des organisations qui ne se voient pas régulièrement ailleurs, plaide-t-elle. Nous élaborons des consensus pour aider l'État à trouver des chemins de passage sur les sujets compliqués.* »

Le président du CESE, Thierry Beaudet, a connu une célébrité fugace quand son nom a circulé pour Matignon. C'est un farouche défenseur des « *Conventions citoyennes* », dont l'organisation est l'une des prérogatives du CESE.

Celle sur la fin de vie est le bébé de ce mutualiste qui avait pris position pour la légalisation de l'euthanasie quand il présidait la Fédération nationale de la Mutualité française.

Comparé à d'autres « opérateurs », le CESE, dont la suppression exigerait une révision de la Constitution, ne coûte pas très cher, une cinquantaine de millions par an. Mais il a aussi 23 avatars dans les régions, les CESER. 200 conseillers y siègent en Île-de-France. Contribuables associés a demandé à la Cour des comptes de se pencher sur les CESER. [Le Figaro](#)

« CESER de France » regroupe aujourd'hui les 23 conseils des régions métropolitaines et des outre-mer, ainsi que ceux de Nouvelle Calédonie, de Polynésie française, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Guyane... [Voir ici](#)

Proposition de loi du 15 oct. 2024. La dette publique française s'établissait à 3 159,7 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2024 (Insee), pour 110.7% du produit intérieur brut (PIB). La majorité de la dette est portée par l'Etat pour 2 558 milliards d'euros, les administrations publiques locales contribuent à hauteur de 251 milliards d'euros. **Le 15 juillet 2024, la Cour des comptes a souligné que la situation est « préoccupante », avec une trajectoire de réduction de la dette et des déficits « difficilement crédible ».** Régulièrement, cette institution demande aux responsables politiques d'engager un effort budgétaire crédible et documenté.

Devant cette situation alarmante de nos finances publiques, il est temps de reprendre le contrôle de nos finances publiques. Augmenter les prélèvements obligatoires nuirait à la compétitivité, détruirait des emplois et nourrirait le ras-le-bol social. Il est donc nécessaire de réduire la dépense publique, en réduisant notamment le train de vie de l'État.

Les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) font partie de ces dépenses que l'État ne peut plus assumer, au regard de la situation de ses finances publiques.

Les CESER ont **un rôle uniquement consultatif** auprès des régions. Ils rendent des rapports et des avis (entre 20 et 30 au total selon les années), **relativement ignorés par les élus et les citoyens**. Leur avis est notamment obligatoire sur les rapports concernant le contrat de plan État-région (CPER), le budget régional ou les schémas d'aménagement du territoire.

Leurs membres, entre 100 et 190, sont répartis entre quatre collèges censés représenter la diversité de la société civile : le monde économique et entrepreneurial

de la région concernée, le monde syndical, le monde associatif et des personnalités « qualifiées » désignées par l'autorité politique régionale. Ces membres rémunérés sont régulièrement accusés d'alimenter les corporatismes, les amitiés syndicales ou politiques. Un président de CESER peut percevoir jusqu'à 50% des indemnités d'un président de conseil régional, pour des responsabilités peu comparables.

Leur coût est loin d'être négligeable. On estime que les budgets cumulés de l'ensemble des CESER représentent entre 50 et 60 millions d'euros, pour un nombre de rapport limité. Le rapport coût / bénéfice ne semble donc pas favorable aux CESER.

Par conséquent, la présente proposition de loi propose de supprimer les CESER dans l'ensemble des régions de France pour générer des économies de fonctionnement, ainsi que des comités comparables dans certains territoires d'Outre-mer.

Ps : LES C.E.S.E.R. (R pour régionaux) au nombre de 23: Leur coût est loin d'être négligeable. On estime que les budgets cumulés de l'ensemble des CESER représentent entre 50 et 60 millions d'euros, pour un nombre de rapport limité.

[Source](#)

Juvénal de Lyon